

## A. BILAN DE LA POLITIQUE ACTUELLE

1. Avignon Université définit sa stratégie relative aux conditions d'inscription des étudiant.e.s **hors UE/EEE** en tenant compte de leur démographie dans ses diplômes. Comme les années précédentes, les inscriptions proviennent essentiellement de pays plutôt économiquement défavorisés, une très grande majorité venant annuellement en général de **4 pays (Maroc, Algérie, Sénégal, Tunisie)** : en 2020-2021, elles étaient **402 sur 944, soit environ 42,6 %** (contre 41% en 2019-2020).

Il est donc peu opportun d'envisager une stratégie définie en fonction du pays d'origine.

2. Les personnes inscrites représentent par ailleurs, dans de nombreux cas, une proportion significative des effectifs dans certaines formations notamment de Master voire de fin de Licence.

Avignon Université ne souhaite donc pas réduire son attractivité par l'application de droits d'inscription rédhibitoires.

3. Depuis 2019, l'établissement a adopté, pour l'ensemble de ces étudiant.e.s, les principes suivants :

- *Une exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s aux taux appliqués aux nationaux et assimilés.*
- *Une exonération accordée pour le cycle d'études dans lequel est effectuée l'inscription. Elle n'exclut pas le bénéfice éventuel d'une exonération totale pour difficultés sociales.*
- *La mise en place d'une commission d'exonération, composée des Vice-Président.e.s CFVU et RI, du ou de la Vice-Président.e étudiant.e, des Responsables du Service des Etudes et de la Scolarité et de la Maison de l'International. Elle ne se substitue pas à la commission d'exonération pour raisons sociales.*

4. Au titre des années 2019-2020 à 2021-2022, Avignon Université a ainsi accordé un nombre croissant d'exonérations annuelles dans le cadre de cette politique, réparties de la façon suivante :

- 208 en 2019-2020
- 408 en 2020-2021, dont 287 néo-inscriptions
- 461 en 2021-2022, dont 209 néo-inscriptions

Les effectifs exonérés se cumulent de façon relative d'une année sur l'autre, car :

- les exonéré.e.s d'une année le sont pour le cycle d'études dans lequel a été prise l'inscription ; le décompte est donc annuel, mais inclut les personnes exonérées l'année précédente et réinscrite l'année suivante dans le même cycle ;
- tout changement de cycle entraîne ainsi une nouvelle demande d'exonération.

**Les exonérations sont accordées dans la limite d'un plafond réglementaire de 10% des effectifs hors titulaires d'une bourse ; à Avignon Université, cela représente 420 à 430 exonérations annuelles.** Aussi, après trois années d'exonérations cumulées, la capacité totale d'exonérations par l'établissement est atteinte, et ne permet donc plus de poursuivre la même politique d'exonération. En l'absence du relèvement du plafond par les autorités nationales, il est donc indispensable d'adapter la politique de l'établissement au nouveau contexte.

## **B. OBJECTIFS ET CONTRAINTES**

Les nouvelles orientations de la politique de l'établissement dans ce domaine doivent garantir les objectifs initialement fixés, à savoir la sauvegarde de la dynamique d'attractivité des formations, et la spécificité des flux géographiques des inscriptions enregistrées de façon récurrente à Avignon Université.

Ensuite, il faut tenir compte des spécificités de certaines formations dont la raison d'être est précisément d'accueillir des étudiants étrangers (EUR).

Enfin, les statistiques de l'établissement montrent un intérêt inégalement réparti entre les formations pour l'accueil des étudiant.e.s provenant de l'extérieur de l'Espace Economique Européen (E.E.E.).

En outre, les personnes qui bénéficient actuellement d'une exonération des droits différenciés restent sous le régime en vigueur en 2021-2022 (exonération pour le cycle) ; l'impératif du plafond réglementaire d'exonération conduit donc à déterminer la capacité de nouvelles exonérations après déduction du nombre d'exonérés en cours de cycle. Cette capacité sera donc limitée, obligeant à en sélectionner les bénéficiaires, et donc à s'en donner des critères.

Par ailleurs, l'inscription et l'exonération n'étant pas liées, l'absence d'exonération n'interdit pas l'inscription.

## **C. NOUVELLE POLITIQUE PROPOSEE**

**Dès lors, à compter de l'année universitaire 2022-2023 :**

- 1. Les exonérations seront accordées pour une année universitaire. Elles ne peuvent plus l'être pour un cycle universitaire, afin de s'assurer du respect du plafond réglementaire.**
- 2. Le renouvellement d'une exonération pour l'année suivante sera soumis à un résultat académique positif (validation) à l'issue de l'année universitaire en cours.**  
**Une exonération perdue en raison d'une année non validée peut être redemandée l'année suivante, sous réserve de validation.**
- 3. Chaque formation (Licence ou Master) se verra attribuer un nombre de places exonérées des droits différenciés, qu'elle affectera aux candidatures reçues lors de la campagne d'inscription en fonction de critères qu'elle aura définis.**
- 4. Par dérogation au paragraphe précédent, les parcours de Master des EUR se verront attribuer un quota correspondant au nombre total de leur capacité d'accueil.**
- 5. Le quota mentionné au point 3 est défini sur la base du pourcentage moyen sur les trois dernières années représentant la proportion du nombre d'assujetti.e.s aux droits différenciés accueillis dans la formation rapporté au nombre total des assujetti.e.s dans l'établissement. Le pourcentage obtenu sera appliqué au nombre de néo-exonérations possibles pour l'année concernée.**
- 6. La répartition des places entre les différents niveaux de la formation est laissée à l'appréciation des responsables des formations.**